

## RESEARCH OUTPUTS / RÉSULTATS DE RECHERCHE

### L'organisation de la vigilance collective comme forme d'engagement du sociologue

Loute, Alain

*Published in:*  
Recherches sociologiques et anthropologiques

*Publication date:*  
2006

*Document Version*  
le PDF de l'éditeur

[Link to publication](#)

*Citation for pulished version (HARVARD):*  
Loute, A 2006, 'L'organisation de la vigilance collective comme forme d'engagement du sociologue ',  
*Recherches sociologiques et anthropologiques*, numéro 37, pp. 65-83.

#### General rights

Copyright and moral rights for the publications made accessible in the public portal are retained by the authors and/or other copyright owners and it is a condition of accessing publications that users recognise and abide by the legal requirements associated with these rights.

- Users may download and print one copy of any publication from the public portal for the purpose of private study or research.
- You may not further distribute the material or use it for any profit-making activity or commercial gain
- You may freely distribute the URL identifying the publication in the public portal ?

#### Take down policy

If you believe that this document breaches copyright please contact us providing details, and we will remove access to the work immediately and investigate your claim.

# Recherches sociologiques et anthropologiques

37-1 | 2006 :  
Le sociologue dans la cité

## L'organisation de la vigilance collective comme forme d'engagement du sociologue

*The Organization of Collective Vigilance as a Form of Sociological Commitment*

ALAIN LOUTE

p. 65-83

### **Abstracts**

Français English

Cet article examine deux projets critiques : celui de la sociologie de « la critique » de Boltanski et Chiapello et celui de la sociologie des réseaux de Callon, Lascoumes et Barthe. Notre propos est de montrer comment ces sociologues tentent de constituer une forme de vigilance collective. Pour les premiers, la critique est en continuel retard face à un monde qui change. Ils proposent d'organiser la vigilance de la critique en agissant sur son déphasage. L'article conclut à l'incomplétude de la proposition. Rien ne dit que les acteurs s'y impliqueront. De plus, il n'est pas garanti que le pouvoir de vigilance informe vraiment la critique et ne soit pas instrumentalisé. Callon, Lascoumes et Barthe, quant à eux, misent sur l'émergence de « forums hybrides ». Ces forums sont des réseaux où une pluralité d'acteurs explorent des états possibles du monde à l'occasion d'une controverse. Les trois sociologues tentent de renforcer ce pouvoir de vigilance en s'impliquant dans ces forums et en proposant une forme d'organisation des réseaux reposant notamment sur une intervention de l'État. L'article montre comment l'appel à une forme d'intervention publique est une impasse, dans la mesure où il présuppose une transformation du rôle de l'État qui ne pourrait elle-même résulter que du renforcement des expériences émergentes.

Two critical projects are examined: the *sociologie 'de la critique'* (sociology of criticism) of Boltanski and Chiapello together with the network sociology of Callon, Lascoumes and Barthe. These sociologists can be understood as a form of collective vigilance. For the first, though the critical approach is inevitably a step behind change it can play a vigilante role. But this proposal does not appear entirely convincing in that neither the implication of social agents nor the impact of vigilance on critique are assured. For their part, Callon, Lascoumes and Barthe count on the emergence of 'hybrid forums' or polyvalent networks

whose members explore possible states of the world following on controversies. The trio seek to reinforce vigilance by their involvement in such forums and propose an organization of networks eventually involving the State. But such interventionism could lead to an impasse to the extent that it implies a transformation of the State's role which could only result from the reinforcement of emerging experiences.

## ***Full text***

# **I. Introduction**

- 1 Dans *Le nouvel esprit du capitalisme*, Boltanski et Chiapello dressent un constat assez amer du contexte socio-économique des vingt dernières années (Boltanski/Chiapello, 1999). Si, auparavant, le capitalisme semblait pouvoir être contraint par des dispositifs de régulation qui assuraient une certaine distribution des risques et des richesses, actuellement, l'individualisation des risques et leur distribution inégale semblent être inhérentes au mode de développement du système mondial. Alors que le capital a connu « de multiples opportunités d'investissement offrant des taux de profit souvent plus élevés qu'aux époques antérieures » (Boltanski/ Chiapello, 1999 :19), la situation socio-économique de beaucoup de personnes se détériore. Le plus dur, dans ce contexte, est que la critique du capitalisme paraît sans réels moyens d'action. Plus elle revendique, plus on la dénonce en lui reprochant de vouloir retrouver un monde à jamais dépassé.
- 2 Faut-il considérer ce décalage de la critique comme quelque chose de temporaire ou constitue-t-il un horizon indépassable de notre condition humaine ? Nous proposons ici d'examiner et d'évaluer différentes propositions d'action sur ce décalage. Plus précisément, nous nous intéresserons au *Nouvel esprit du capitalisme* (Boltanski/Chiapello, 1999), puis à *Agir dans un monde incertain* (Callon/Lascoumes/Barthe, 2001). Il est possible, en effet, de relever dans ces ouvrages la proposition d'une forme de "vigilance collective" qui diminuerait ce déphasage de la critique. Notre objectif n'est pas d'épuiser ici l'imposante question de l'engagement du sociologue dans la cité, mais de mettre au jour une forme d'engagement que nous jugeons non seulement originale, mais capable de frayer une nouvelle voie d'action collective dans une époque vouée au fatalisme.
- 3 Étudier ces différents auteurs est aussi l'occasion de démontrer que leurs sociologies, qu'on peut qualifier toutes deux, malgré leurs spécificités, de "pragmatiques", possèdent un véritable potentiel critique. « Au lieu de partir de l'hypothèse selon laquelle les personnes dites 'ordinaires' seraient dupes des contraintes et des rapports de domination qui pèsent sur elles » (Barthe/Lemieux, 2002 :36) et que seul le sociologue serait capable de mettre au jour, la sociologie pragmatique présuppose que les acteurs ordinaires sont dotés de véritables compétences critiques. Beaucoup ont vu dans le refus de reconnaître une coupure épistémologique fondamentale entre cette compétence critique ordinaire et la compétence du sociologue l'abandon de tout projet critique. Dans cet article, nous voudrions, au contraire, montrer que tant les travaux de Boltanski et Chiapello que ceux de Callon, Lascoumes et Barthe, ont bel et bien une portée critique. Loin de limiter leur apport à un simple inventaire des opérations critiques des acteurs ordinaires, nous montrerons que ces sociologues ambitionnent de « renforcer la résistance au fatalisme » (Boltanski/Chiapello, 1999) et de participer à la « démocratisation de la

## II. Boltanski et Chiapello : organiser la vigilance de la critique

- 4 Dans *Le nouvel esprit du capitalisme*, Boltanski et Chiapello ont essayé de comprendre le déphasage de la critique. À cette fin, ils ont tenté de rendre compte du processus de formation de la critique et de son évolution, depuis son point de départ dans un sentiment d'indignation, jusqu'à son achèvement dans un acte d'accusation. À travers cette analyse, leur intention n'est pas uniquement sociologique, mais aussi politique :
- 5 Notre ambition a été de renforcer la résistance au fatalisme, sans pour autant encourager le repli dans un passéisme nostalgique, et de susciter chez le lecteur un changement de disposition en l'aidant à considérer autrement les problèmes du temps, sous un autre cadrage, c'est-à-dire comme autant de processus sur lesquels il est possible d'avoir prise (Boltanski/Chiapello, 1999 :29).
- 6 À la lecture de leur ouvrage, on a l'impression que les deux sociologues espèrent renforcer la résistance au fatalisme en montrant que la situation actuelle n'est qu'une étape temporaire dans l'évolution des appuis normatifs de la critique. Mais ils ne se limitent pas à cela. Ils proposent d'agir sur le déphasage de la critique, comme s'ils comptaient sur la consolation que pourrait procurer le sentiment d'avoir diminué son retard.
- 7 Dans un premier temps, nous montrerons comment Boltanski et Chiapello comprennent la dynamique d'évolution de la critique. Dans un second temps, nous tenterons de voir comment, sur base de cette compréhension, ils interprètent la situation du capitalisme des années 1990. Nous évaluerons également leur proposition d'action sur le déphasage de la critique.

### A. La critique en continuels retard

- 8 Pour Boltanski et Chiapello, toute critique trouve son origine dans un sentiment d'indignation. Penchons-nous sur l'ouvrage qu'a consacré Boltanski à l'éthique de la souffrance, afin de voir comment il traite cette expérience de l'indignation. Dans *La souffrance à distance*, le sociologue construit une « pragmatique du spectateur »<sup>1</sup> de la souffrance. Son modèle est élaboré à partir d'un va-et-vient entre l'analyse de terrain et l'étude de textes de la tradition rapportant des descriptions tant de la souffrance que de la manière d'en être affecté.
- 9 Pour Boltanski, l'observation de la souffrance n'est pas une expérience sans contraintes morales. En fermant les yeux, le spectateur se rend coupable par omission. En gardant les yeux ouverts, il se rend suspect de curiosité malsaine. Une façon acceptable d'observer la souffrance consisterait à prolonger l'expérience par une prise de parole. Cette parole aurait pour fonction de rapporter l'expérience à autrui et de l'amener à agir, en lui faisant une « proposition d'engagement » (Boltanski, 1993 :78). Cette proposition, non seulement véhicule une représentation de la souffrance, mais doit s'accompagner d'une description des émotions que provoque l'observation de la souffrance chez le spectateur, ceci afin de donner une garantie quant à la sincérité des intentions de ce dernier. Pour que la proposition d'engagement soit partagée, « il faut que des personnes différentes puissent nourrir leur imagination à une même source »

(Boltanski/Chiapello, 1999 :80). Boltanski identifie de telles sources à travers différentes « formes d'expression » tels que « mythes, contes, récits historiques, romans, autobiographies, chansons, films, reportages ou fictions télévisuelles, etc. » (Boltanski/Chiapello, 1999 :80). Ces dernières constituent autant de « façons de transmettre à autrui le spectacle de la souffrance » (*Op.cit.* :85). Le sociologue leur donne le nom de "topique" et en relève trois : la topique de la dénonciation, celle du sentiment et la topique esthétique <sup>2</sup>. La première est à l'origine de la critique <sup>3</sup>.

10 Au vu des différentes réactions possibles face à la souffrance, l'observation de cette dernière constitue une condition nécessaire, mais non suffisante, à un engagement collectif dans la critique. Reste à comprendre ce qui fait que la dénonciation a plus de chances de s'imposer. Il semble que plus elle prendra appui sur des "chaînes" d'accusation solides, capables de lier le malheur des miséreux au bonheur des grands, plus elle aura de chance d'être largement acceptée. C'est l'appui des "cités" qui permet la construction d'un tel enchaînement.

11 Les « cités » sont des « conventions très générales orientées vers un bien commun et prétendant à une validité universelle » (*Op. cit.* :61). Loin des idéologies qui détournent de la réalité, elles s'incarnent dans le monde à travers des dispositifs d'épreuves institutionnalisés qui permettent d'évaluer les êtres. En croisant l'analyse de disputes en situation avec l'étude de textes politiques de la tradition <sup>4</sup>, Boltanski et Thévenot, dans *De la justification*, ont identifié six cités, chacune ordonnée autour d'un bien commun différent, mais toutes soumises au même ensemble de règles "grammaticales" du juste <sup>5</sup>. La critique évalue donc les relations entre individus en s'appuyant sur la figure d'une cité bien ordonnée, afin de montrer que l'état des grands ne profite pas aux malheureux, que c'est au contraire « le malheur des petits qui fait le bonheur des grands » (Boltanski/Chiapello, 1999 :464).

12 Notons que la critique peut « porter sur des moments qui n'avaient pas été jusque-là formalisés en termes d'épreuve, engageant des êtres dont les souffrances ou le caractère injuste de la condition qui leur est faite n'avaient pas été relevés » (*Op.cit.* :603). Face à l'inédit, la critique ne peut juger le présent qu'avec les catégories du passé, en mobilisant des cités éprouvées. Cet anachronisme a pour conséquence de susciter l'incertitude quant au bien-fondé de la proposition d'engagement. La critique ne parvient pas réellement à construire une chaîne d'accusation dans laquelle l'occupation des places — victimes et bourreaux — est certaine, ni à fournir une représentation partagée des nouveaux malheureux. Relancer la critique nécessite alors de produire une nouvelle cité. Ce qui suppose que l'on passe par une période d'incertitude qui risque de détourner plus d'un spectateur de la proposition de dénonciation. Par ailleurs, Boltanski et Chiapello relèvent, dans *Le nouvel esprit du capitalisme*, la résistance que les acteurs, y compris les acteurs critiques, peuvent développer face à l'institutionnalisation de nouveaux repères <sup>6</sup>.

13 Si la critique est déphasée, c'est donc avant tout parce qu'elle ne se met en route qu'après coup, sous l'impulsion première de souffrances qui émergent dans le monde : « Les mondes précèdent les cités » <sup>7</sup>. En outre, les deux sociologues prétendent que ce retard n'est jamais comblé. Le temps que la critique voie sa proposition d'engagement à nouveau largement acceptée, elle « se trouve souvent [...] sans prise sur un monde qui n'est déjà plus le même » (*Op.cit.* :413). Face à elle, le capitalisme est une source inépuisable d'invention de nouvelles façons de faire du profit, de contournements des épreuves qui amènent la critique à se transformer sans cesse.

14 Si l'on ne peut espérer que la critique comble un jour son retard, c'est

également en raison de son caractère ambigu : elle « partage toujours — même en ce qui concerne les mouvements les plus radicaux — ‘quelque chose’ avec ce qu’elle cherche à critiquer » (*Op.cit.* :87). Ainsi en va-t-il des rapports qu’elle entretient avec l’esprit du capitalisme, qui a pour but de rendre attractive l’activité capitaliste. Tout comme la critique, l’esprit prend appui sur des cités, ces dernières étant « à la fois des opérateurs de justification et des opérateurs critiques » (Boltanski/Chiapello, 1999 :628). Une critique radicalement anticapitaliste semble impossible, car la « critique du capitalisme, en son fondement, ne procède pas d’une position extérieure au système qu’il définit, mais s’enracine en lui, et en est même une dimension motrice » (Karsenti, 2000) <sup>8</sup>. Le doute est inévitable : la critique a-t-elle eu pour effet de contraindre le monde capitaliste, ou constitue-t-elle une forme d’autolimitation de celui-ci, le rendant capable, de ce fait, de durer ?

## **B. L’engagement du sociologue de « la critique » : lutter contre le fatalisme et agir sur le retard de la critique**

15 Comment, sur base de cette compréhension de la dynamique d’évolution de la critique, Boltanski et Chiapello interprètent-ils la situation socio-économique des années 1980-1990 ? À cette époque, l’esprit du capitalisme tient un discours justifiant une activité de type libéral qui s’est considérablement transformée depuis les années 1960. Entre autres changements, les deux sociologues signalent le passage du format d’entreprises à structure pyramidale à celui d’« entreprises maigres travaillant en réseau avec une multitude d’intervenants » (Boltanski/Chiapello, 1999 :115-116). Ils relèvent également « une organisation du travail en équipe, ou par projets, orientée vers la satisfaction du client » (*Op.cit.* :116). L’esprit du capitalisme développe un discours mobilisateur en pointant les possibilités de créativité et d’épanouissement personnel que recèle un mode d’organisation flexible libéré de la grande entreprise intégrée. La critique, quant à elle, est désarmée. Elle est débordée par l’émergence d’un monde en réseau que ne peuvent plus contraindre les épreuves instituées <sup>9</sup>. Elle passe pour conservatrice ou, pire encore, pour corporatiste. Ce monde regorge de souffrances et d’inégalités, mais le potentiel critique n’a trouvé à s’exprimer qu’à travers « l’action humanitaire ». Dans ce type d’action, qui relève de la topique du sentiment plus que de celle de la dénonciation, on ne recherche plus les causes de la souffrance mais on tente de soulager, dans un face-à-face sans médiation, la souffrance du malheureux qui n’est plus un exploité, mais un exclu <sup>10</sup>.

16 Pour Boltanski et Chiapello, la relance de la critique ne pourra se faire qu’en formant une nouvelle cité capable à nouveau de montrer que c’est « le malheur des petits qui fait le bonheur des grands ». Ils donnent alors le profil d’une « cité par projets » qui devrait constituer un appui normatif capable de dénoncer les souffrances du nouveau monde. Pour être grand dans un monde en réseau, il faut être mobile, capable de se lier, de tisser des liens. Ainsi, dans la nouvelle activité capitaliste, les gagnants sont les individus capables de passer d’un projet à un autre, de s’adapter à un environnement de travail changeant, de se former tout au long de la vie... Les petits sont, quant à eux, rigides, inadaptables, sans liens. La cité par projets permettrait de relier la situation des petits à celle des grands, en montrant comment les grands accroissent leur mobilité en profitant de l’immobilité des petits, ceux-ci jouant le rôle de doublure de ceux-là <sup>11</sup>. Le petit permet au grand d’accumuler un capital de relations sans commune mesure avec

ce qu'il aurait pu espérer engranger seul. L'exploitation vient de ce que cette participation du petit à l'accumulation du capital de relation n'est pas rémunérée : il ne profite pas du capital de connexion du grand. Instituer la cité par projets reviendrait à élaborer des dispositifs d'épreuves qui permettraient, entre autres, d'arriver à une rémunération plus juste des activités menées dans un monde en réseau, d'égaliser les chances de mobilité...

17 Au début des années 1990, la cité par projets n'est repérable qu'au niveau « rhétorique » (Boltanski/Chiapello :424) dans les discours de *management*. Sans réelle critique, l'esprit du capitalisme ne donnera pas tout ce qu'il promet. Dans ce contexte, ce qui rend Boltanski et Chiapello assez optimistes, ce sont les signes qu'ils relèvent d'une relance de la critique <sup>12</sup>. Il nous semble, en effet, qu'ils interprètent l'émergence de l'action humanitaire comme un premier pas vers la sortie de la crise de la critique : celle-ci « ne pouvait retrouver un nouveau souffle que dans une sorte de relation directe avec la souffrance » (*Op.cit.* :621). L'action humanitaire a constitué une première proposition d'engagement collectif face à des souffrances que la critique ne percevait ou ne traitait pas. Les deux sociologues voient un autre indice d'une relance de la critique dans l'émergence de nouveaux mouvements protestataires s'organisant en réseau <sup>13</sup>. Ceux-ci pourraient constituer l'embryon d'une critique isomorphe au monde en réseau : « Leur reprise de la thématique du réseau et du projet les plaçant au plus près du nouveau monde les rend particulièrement à même d'inventer les dispositifs de la cité par projets » (Boltanski/Chiapello, 1999 :466). Enfin, pour Boltanski et Chiapello, nul doute que des capitalistes se rendront compte de l'intérêt qu'ils peuvent avoir à instituer la cité par projets car un monde — et les opportunités qu'il recèle — sans contraintes ne peut durer. En résumé, l'institutionnalisation de la cité par projets constitue un scénario tout à fait vraisemblable.

18 L'ambition de cette analyse sociologique est, rappelons-le, de renforcer la résistance au fatalisme. Boltanski et Chiapello semblent attendre que, à travers la lecture de leur ouvrage, se dissipe chez les acteurs la croyance que la critique ne pourra jamais plus contraindre le capitalisme. Il s'agirait pour eux de lutter contre le fatalisme en enseignant à leurs lecteurs que la société est rythmée par d'incessantes redéfinitions d'elle-même et que l'époque actuelle n'est que transitoire. Un tel projet critique soulève plusieurs difficultés. Tout d'abord, il présuppose que les deux sociologues puissent décrire la dynamique d'évolution du social comme une circularité toujours relancée. Or, Boltanski et Chiapello sont-ils assurés que, suite à chaque changement du monde, s'enclenchera un travail de mise en relation de tous les êtres à travers la construction d'une nouvelle chaîne d'accusation ? Qu'est-ce qui leur permettrait de croire qu'au discours de l'exclusion succédera à nouveau un discours de l'exploitation ? Depuis la publication du *Nouvel esprit du capitalisme*, le phénomène d'individualisation des risques ne s'est-il pas poursuivi <sup>14</sup> ? De plus, force est de reconnaître que plutôt que d'atténuer le sentiment de fatalisme, le discours sociologique pourrait avoir comme effet de l'amplifier. En mettant au jour l'éternel retour de la critique sur le monde, Boltanski et Chiapello ne mettent-ils pas les individus face à un destin digne de Sisyphe ?

19 Ce ne serait pas faire justice aux deux sociologues que de laisser entendre que leur lutte contre le fatalisme se limiterait à l'effet attendu d'une prédiction sociologique. D'une part, ils ont conscience que l'institutionnalisation de la cité par projets « demeure un scénario optimiste dont rien ne dit qu'il se réalisera » (Boltanski/Chiapello, 1999 :466). D'autre part, loin de se limiter à un simple constat du retard de la critique, ils préconisent d'agir sur ce retard. Ils proposent d'organiser la « vigilance » de la critique. Cette dernière serait moins à la traîne si elle se montrait plus à l'écoute des changements. L'État pourrait jouer ici un rôle

important. Outre sa participation à la réglementation du nouveau monde, il pourrait soutenir des dispositifs d'écoute des nouvelles souffrances, ce qui aurait pour effet d'accélérer le renouvellement de la critique :

20 On peut penser également qu'une politique publique responsable serait de contribuer à assurer les conditions de possibilité d'une telle vigilance de la critique, en permettant la représentation dans le débat politique des personnes souffrant le plus des nouvelles conditions et en subventionnant des centres de calculs indépendants susceptibles de créer et de diffuser des données sur les effets du basculement du monde dans la sphère du néo-capitalisme. (*Op.cit.* :624) <sup>15</sup>

21 Une telle vigilance ne ferait pas qu'accélérer la mise sur pied de la cité par projets. Elle pourrait réduire l'ambiguïté de la critique en anticipant les souffrances qu'elle engendre malgré elle. L'intérêt de cette proposition, même si elle est peu développée, est qu'elle élargit le champ de l'action collective. Il n'est plus question d'agir seulement sur le nouveau monde, mais également sur le retard et l'ambiguïté de la critique. Si cette approche nous semble intéressante, elle présente néanmoins un certain nombre de défauts. En effet, elle repose à nouveau sur la croyance dans la circularité de l'évolution du social. Elle part du présupposé que la mise au jour de nouvelles souffrances conduira nécessairement les acteurs à se pencher sur celles-ci et à construire de nouvelles chaînes d'accusation. Qu'est-ce qui garantit que les acteurs s'intéresseront à ces souffrances ? Plus grave encore, comment s'assurer de l'impartialité des centres indépendants dans leur description des malheureux <sup>16</sup> ? Ne risquent-ils pas d'être instrumentalisés par l'esprit du capitalisme qui pourrait anticiper les voies possibles de réplique de la critique ? Face à ces questions, faut-il renouer avec la lucidité du fatalisme ? Nous proposons de nous pencher sur les travaux sociologiques de Callon, Lascoumes et Barthe, en espérant qu'ils démentiront une telle conclusion.

### **III. Callon et consorts : la démocratisation de la démocratie**

22 Si nous proposons de recourir aux travaux de Callon, Lascoumes et Barthe <sup>17</sup>, c'est parce que nous estimons que ces sociologues partagent un projet similaire à la proposition de Boltanski et Chiapello d'organiser la vigilance de la critique. À nos yeux, l'intérêt de Callon, Lascoumes et Barthe est qu'ils prennent mieux en compte les conditions de mise en pratique d'une telle vigilance. Nous commencerons par montrer comment la prise de parole des citoyens sur leur monde est, selon eux, toujours affectée d'un retard et, en quelque sorte, toujours trahie par leur porte-parole. Ensuite, nous verrons comment le renforcement de ce qu'ils nomment les "forums hybrides" permettrait de constituer une forme de vigilance collective.

#### **A. Le retard et la trahison de la parole des citoyens sur leur monde**

23 Pour Callon, Lascoumes et Barthe, alors que « notre monde commun se décide en grande partie dans les laboratoires, il n'est discuté qu'en dehors des laboratoires » (Callon/Lascoumes/Barthe, 2003 :109-110). Le peuple exprime sa volonté sur un monde que nombre de choix ont déjà largement façonné. « Certes

ces choix sont ensuite évalués par les marchés ou discutés dans les arènes politiques conventionnelles, mais ces discussions se situent en aval, une fois écartés d'autres chemins, d'autres voies qui auraient sans doute mérité d'être considérés pour être débattus plus largement » (Callon/Lascoumes/Barthe, 2001 :103-104).

24 Les trois sociologues utilisent le vocable "traduction" pour désigner ce travail de laboratoire qui transforme le monde. Ils distinguent trois temps dans ce processus. « Le premier temps est celui de la réduction du grand monde — le macrocosme — au petit monde — le microcosme — du laboratoire » (*Op.cit.* :75). Le macrocosme est réduit, simplifié, rendu « capitalisable, travaillable sur une feuille de papier » (*Op.cit.* :77).

25 Le deuxième temps « est celui de la constitution et de la mise au travail d'un collectif de recherche restreint qui, s'appuyant sur une forte concentration d'instruments et de compétences, imagine et explore des objets simplifiés » (*Op.cit.* :75)<sup>18</sup>. On explore, ni plus ni moins, des états possibles du monde.

26 Le dernier temps est celui du retour au grand monde. Il s'agit de voir si les états possibles du monde, explorés dans le laboratoire, sont capables de "survivre" dans le grand monde. « Le retour vers le macrocosme pose d'abord le problème des alliances que le laboratoire a été capable de nouer autour de ses sujets de recherche. Le collectif de recherche, pour mobiliser les ressources et les soutiens sans lesquels il disparaîtrait bien vite, doit intéresser d'autres acteurs à son entreprise » (Callon/Lascoumes/Barthe, 2001:92). Il ne faudrait pas restreindre la notion d' "intéressement" à l'idée exclusive d'incitation monétaire. D'une manière plus générale, intéresser consiste à interpréter ce que veulent les entités — humaines ou non humaines — auxquelles on veut s'associer et à leur démontrer que le projet du collectif de recherche constitue un point de passage obligé de leur inclination. Faire advenir à l'existence un monde possible est à ce prix. Pour parler de ces opérations, Callon, Lascoumes et Barthe utilisent le nom de "labotarisation". « Pour que le monde se comporte comme dans le laboratoire des chercheurs, [...] il faut tout simplement transformer le monde pour qu'en chaque point stratégique soit placée une 'réplique' du laboratoire, ce site où l'on sait contrôler les phénomènes étudiés » (*Op.cit.* :98). Ainsi, quand ce troisième temps de traduction réussit, notre monde s'en trouve considérablement transformé, des laboratoires sont implantés « qui cadrent et préforment les actions possibles » (*Op.cit.* :100)<sup>19</sup>.

27 La prise de parole des citoyens ne s'effectue donc qu'*a posteriori*, alors que nombre de choix importants ont déjà été pris. Callon, Lascoumes et Barthe pensent que, dans nos démocraties, ce retard ne peut que s'accroître, les citoyens ne s'exprimant qu'aux élections pour désigner des porte-parole qui parleront en leur nom. Une fois ceux-ci choisis, les représentés se voient réduits au silence pour une durée déterminée. La liste des entités qui composent le collectif est alors établie par les discussions que mènent les élus. Le collectif est constitué par agrégation des entités dont les identités sont considérées comme stables : les individus, à partir desquels le collectif est ordonné, hiérarchisé. Les porte-parole élus délimitent le collectif à partir des "préférences" qu'ils estiment être celles des représentés. Lorsqu'ils parlent, ces derniers ne s'expriment que sur un collectif déjà délimité par les seuls représentants et au sujet duquel ils ne peuvent que manifester leur approbation ou leur désaccord.

## B. La vigilance des forums hybrides

28 Dans *Agir dans un monde incertain*, Callon, Lascoumes et Barthe relèvent

l'émergence de différentes expériences collectives qui ont pour effet d'atténuer la double ligne de partage expert/profane — dans la tâche d'exploration des états possibles du monde — et représentant/citoyen — dans la tâche de délimitation du collectif. Pour les trois sociologues, l'intérêt de ces expériences est qu'elles ont toutes pour résultat, non pas de supprimer, mais de « démocratiser la démocratie » !

29 Leur livre regorge de descriptions d'expériences de ce type. Ils qualifient de « forum hybride » l'espace dans lequel elles se posent, afin de bien indiquer la mixité des acteurs en présence. Dans un forum hybride, experts et profanes coopèrent à chacun des temps de la traduction. « C'est dans le travail de mise en évidence des problèmes, d'identification des obstacles, de mise en visibilité de phénomènes étranges et bizarres, que peut se situer une première contribution active des profanes [...] Les experts en effet, n'ont pas le monopole des problèmes » (Callon/Lascoumes/Barthe, 2001 :113). Les riverains d'une décharge peuvent ainsi accumuler des données et constituer une véritable « épidémiologie populaire », ceci afin d'attirer l'attention des chercheurs sur des problèmes passés inaperçus. Des profanes interviennent également au deuxième temps de la traduction. Ils peuvent « participer au collectif de recherche pour l'élargir et l'organiser » (*Op.cit.* :121). Des groupes confrontés à des problèmes — malades, riverains d'une décharge... — prennent place, par le biais de leur porte-parole, dans le collectif de recherche. Un ensemble de personnes atteintes du sida peut, par exemple, critiquer le protocole adopté pour tester l'efficacité d'une nouvelle molécule, en montrant que certaines catégories de malades ne sont pas représentées parmi ceux recrutés pour le test<sup>20</sup>. Les non-spécialistes n'hésiteront pas à rappeler à l'ordre les chercheurs — ou à recourir à des experts extérieurs — s'ils estiment qu'on simplifie trop les problèmes. Enfin, une coopération se noue également lorsqu'il faut appliquer les résultats du travail de laboratoire. Les profanes vont faire profiter les chercheurs de la connaissance qu'ils ont de leur environnement en leur permettant de mieux identifier les entités — humaines et non humaines — auxquelles il faut s'allier pour que le projet de recherche réussisse.

30 Les forums hybrides, en tant que lieux d'échange, ont pour effet de surmonter le fossé séparant experts et profanes. Les débats qui s'y déroulent démontrent « que chacune de ces deux catégories d'acteurs détient des savoirs spécifiques (une capacité de diagnostic, une interprétation des faits, un éventail de solutions) qui s'enrichissent et se fécondent mutuellement » (*Op.cit.* :57). Ces forums n'ont donc pas pour effet de disqualifier la recherche confinée en laboratoire mais de l'enrichir. Ils augmentent le pouvoir d'exploration du monde en abordant les controverses à partir d'un inventaire largement étoffé des problèmes et des solutions. Un autre bénéfice attire particulièrement notre attention : ces forums diminuent considérablement le retard de la parole des acteurs sur leur monde commun. Certes, les groupes concernés par une nuisance s'expriment toujours après que celle-ci ait commencé à les inquiéter. Néanmoins, leur parole est entendue dès la formulation des problèmes. Au contraire, lorsque la traduction est l'affaire de la seule recherche de laboratoire, il n'est plus possible que d'approuver ou de rejeter, *a posteriori*, l'ensemble limité des solutions et des problèmes définis par les experts. C'est en ce sens que ces forums ont réellement pour effet, selon Callon, Lascoumes et Barthe, de « démocratiser la démocratie », les experts n'étant plus seuls à poser des choix qui façonnent notre devenir commun.

31 Dans le même temps, les forums hybrides « démocratisent » également le travail de délimitation du collectif qu'opéraient les seuls élus. Ils placent « les incertitudes concernant la composition du collectif au centre du débat au lieu de

les reléguer dans l'enceinte des parlements et des assemblées » (Callon/Lascoumes/Barthe, 2001:179). Alors que la démocratie "délégative" définit le collectif en agrégeant des entités qu'elle considère comme données et stables, au sein du forum, les identités se composent coopérativement au fil des échanges et des discussions. Des citoyens — riverains, malades... — ne se satisfont pas des identités toutes faites que véhiculent les experts et les élus. Celles-ci ne rendent pas bien compte, à leurs yeux, d'un vécu qui reste incertain. Autrefois muets, ils se constituent en groupes et prennent la parole, non pas simplement pour imposer leurs intérêts, mais avant tout pour les "découvrir", pour se donner progressivement une identité propre, adaptée à la spécificité de leur vécu encore énigmatique <sup>21</sup>. Un forum hybride n'a donc rien d'un lobby défendant des intérêts clairement définis. Il s'agit davantage d'un réseau qui cherche continuellement à s'étendre afin d'avancer collectivement dans l'exploration de ce que le groupe vit.

32 On peut donc dire que les forums visent à enrichir la démocratie délégative en la dotant d'un pouvoir de vigilance. Ils augmentent la capacité du collectif à explorer des états possibles du monde. De plus, leurs participants semblent développer une capacité d'écoute et un intérêt pour les nouvelles identités émergentes. Comme le note Raphaël Gély : « Pour trouver son identité, il a fallu composer, il a fallu enrôler et intéresser. C'est ce qui fait dire à Michel Callon et ses collègues que la forme même de construction d'une identité sociale ne peut manquer de rendre les individus qui s'y reconnaissent tolérants par rapport aux autres identités » (Gély, 2004 :27). Les forums peuvent alors informer le collectif sur les identités qui émergent dans le monde, à condition bien entendu que le collectif soit attentif aux signaux émis.

33 À ce stade, une importante clarification s'impose. Dans leur ouvrage, Callon, Lascoumes et Barthe ne cherchent pas à imaginer un modèle utopique de démocratie radicale. Les forums hybrides sont des pratiques collectives inventées et menées par les acteurs eux-mêmes afin de dépasser des controverses. En rapportant ces expériences collectives, les trois sociologues montrent que ces acteurs sont capables de coopérer. L'explication qui semble ressortir de la lecture d'*Agir dans un monde incertain* est que les profanes s'engagent dans une recherche collaborative parce que la controverse, en les plaçant en contexte d'incertitude radicale, les pousse à travailler ensemble. Le fait d'être inquiétés par une nuisance qu'ils ne peuvent expliquer disposerait les individus à agir de manière solidaire. Les auteurs ne présupposent donc pas que les individus soient de purs altruistes prêts à collaborer pour la science. En reprenant le langage des intérêts, on peut dire que la controverse "intéresse" les profanes à travailler avec d'autres pour mettre en mots ce qu'ils vivent. Callon, Lascoumes et Barthe semblent même dire que les maux incertains qui accablent les individus les « capacitent » à la recherche : « Il n'y a pas plus obstiné, plus attentif, plus précautionneux, plus rigoureux qu'un groupe de non-spécialistes qui veulent savoir pourquoi ils endurent des malheurs insupportables » (Callon/Lascoumes/Barthe, 2001 :117). De plus, l'incertitude rend possible la négociation des identités : « C'est parce qu'elles sont instables, transformables, que ces identités sont susceptibles d'être composées et d'être ajustées les unes aux autres » (*Op.cit.* :335).

34 Il reste que, pour que l'expression « démocratisation de la démocratie » prenne tout son sens, il faut pouvoir généraliser l'expérience des forums hybrides, afin qu'elle ne se limite pas à quelques collectifs marginaux. Il faut convaincre la société de leur intérêt afin qu'elle soit attentive à ce qu'ils peuvent lui apprendre. De plus, le réseau doit être protégé car il constitue un pouvoir d'intéressement tel que le risque est grand qu'un « opportuniste connexionniste » <sup>22</sup> s'institue

comme point de passage obligé du réseau. Face à ces questions, Callon, Lascoumes et Barthe semblent privilégier la voie d'une forme d'organisation des réseaux.

## C. L'engagement du sociologue des réseaux : organiser et généraliser les forums hybrides

35 Avant d'entamer la question de l'organisation des réseaux, il nous faut préciser, comme nous l'avons fait pour Boltanski et Chiapello, l'intention du travail sociologique de Callon, Lascoumes et Barthe. Callon conçoit le rôle du sociologue comme celui d'un porte-parole de réseau (Callon, 1999). Il ne représente pas une entité toute faite, dont il n'aurait qu'à relever l'identité, mais intervient, au même titre que les autres membres du réseau, dans la constitution d'une nouvelle identité sociale. Pour Callon, le sociologue « performe » donc la réalité sociale. Quand il s'intéresse à l'Association française contre les myopathies (l'AFM), Callon intervient dans la constitution d'une identité émergente (Callon/Rabeharisoa, 1999). Loin d'un travail de recherche confinée, le sociologue "s'attache" aux membres du réseau. Il doit donc s'associer et intéresser. De la qualité de son attachement dépendra sa légitimité de porte-parole.

36 En s'insérant dans les forums hybrides, le sociologue participe donc au mouvement de démocratisation de la démocratie. Restent les questions de la nécessité de généraliser et de protéger les réseaux. Pour Callon, le sociologue peut « transporter » ce qui a été produit par le réseau. À l'attachement succède une stratégie de détachement qui vise à intéresser de nouvelles entités à l'identité émergente. Mais le travail sociologique ne se limite pas au transport des nouvelles identités. Il peut concerner le transport des procédures elles-mêmes. L'apport du sociologue peut être « de participer avec les acteurs eux-mêmes à la mise en forme des leçons qui peuvent être tirées d'une expérience collective en cours, toujours singulière, de manière à en exprimer la possible généralité pour ensuite la transporter ailleurs, en espérant que d'autres acteurs seront convaincus par l'équivalence et s'en saisiront » (Callon, 1999 :74).

37 Cette conception de l'intervention du sociologue pose un certain nombre de questions. Celle, tout d'abord, du choix des acteurs avec qui s'associer. Pour Callon, le sociologue peut justifier un tel choix par le degré d'innovation des acteurs qu'il sélectionne afin de pouvoir généraliser les pratiques innovantes. Ce choix peut aussi être guidé par la volonté de constituer et de renforcer la parole de collectifs exclus du débat public. Callon reconnaît, cependant, que la question reste entière : « Tous les acteurs réflexifs et émergents se valent-ils ? » (*Op.cit.* :76). Pourquoi choisir tel groupe en mal de reconnaissance plutôt que tel autre ? Enfin, subsiste le problème, maintes fois évoqué, de la protection du réseau. « Laisser les forums hybrides se développer sans aucune règle du jeu pour organiser le débat, c'est laisser le champ libre à la logique des rapports de force » (Callon/Lascoumes/Barthe, 2001 :211).

38 Une solution est peut-être à chercher dans les formes d'intervention que les trois sociologues préconisent pour organiser les forums : celle du monde associatif, celle des médias et celle des pouvoirs publics. La première fournit, entre autres choses, aux groupes émergents leurs premiers moyens d'expression. La deuxième garantit la publicité des débats. Quant aux pouvoirs publics, ils « assurent le bon fonctionnement des procédures dialogiques en même temps qu'ils servent de recours et mettent en place des structures de coordination ; ils allouent des ressources pour que la recherche collaborative se développe et que

les coûts de composition du collectif soient pris en charge » (*Op.cit.* :252) <sup>23</sup>. De telles interventions permettraient de généraliser les réseaux et de les protéger. De plus, elles résoudre la question du choix des acteurs avec qui s'associer puisqu'elles viseraient à faciliter l'émergence des réseaux, sans les sélectionner.

39 Une telle proposition reste problématique. Elle postule nécessairement que l'État accepte de transformer son rôle afin de se rendre plus attentif à ce que produisent les réseaux et qu'il apprenne à les organiser tout en n'imposant pas d'issue autoritaire aux débats. Quelle garantie Callon, Lascoumes et Barthe ont-ils qu'il ne cherchera pas à instrumentaliser les forums ? Peut-être espèrent-ils que les forums hybrides jouent le rôle de dispositif de prise de conscience pour l'État ? En attestant d'un réel enrichissement de la démocratie délégative, ne pourrait-on pas attendre que ces forums fassent prendre conscience à l'État du pouvoir de vigilance des réseaux ? Le problème d'un tel raisonnement, si tel est bien le leur, repose dans sa circularité. D'une part, il faudrait que les forums hybrides soient suffisamment développés pour qu'ils permettent une telle prise de conscience. D'autre part, nous avons vu que, pour qu'ils prennent de l'ampleur et qu'ils soient protégés, ils devraient être organisés, en partie, par l'État. Une des conditions pour que s'initie une prise de conscience de l'État serait alors que celui-ci se soit déjà transformé en acceptant d'organiser les forums !

40 Au vu de cette circularité, la seule manière de rester optimiste serait de croire que l'évolution du social mènera nécessairement à l'émergence de davantage de forums hybrides. Ulrich Beck a montré comment nos sociétés étaient entrées dans l'ère de la « société du risque » (Beck, 2001) ; une ère au cours de laquelle apparaissent de nouveaux risques qui mettent le collectif en contexte d'incertitude radicale. Les destins des individus se voient bien plus entremêlés que dans la société industrielle. Cette prolifération de risques ne transformerait-elle pas petit à petit la société en un méga-réseau qui "intéresse" les individus ? Dans ce contexte, ne peut-on attendre des institutions qu'elles s'adaptent afin d'encadrer les forums hybrides ? Beck, lui-même, montre qu'un tel scénario n'a rien d'inéluctable. Bien que les nouveaux risques ne connaissent pas de frontières de classes, ils sont distribués de manière très inégale et s'individualisent (Beck, 1998 :22). Pour Beck, si le contexte de la société du risque provoque effectivement l'apparition de nouvelles formes d'action collective, il génère aussi les peurs et les opportunistes.

41 Callon, Lascoumes et Barthe partagent le constat d'une prolifération de controverses qui placent le collectif en incertitude radicale : « Nous sommes obligés de reconnaître que nous ne disposons d'aucune preuve formelle de l'importance grandissante des controverses sociotechniques. Le pari de ce livre, car pari il y a, est de considérer que ce mouvement est irrépressible » (Callon/Lascoumes/Barthe, 2001 :352) <sup>24</sup>. Cependant, à aucun moment, ils ne prédisent que cette prolifération entraînera, de manière quasi causale, l'adaptation des institutions de régulation. Si nous avons tout de même évoqué cette croyance dans l'adaptation des institutions, c'est parce qu'elle constitue une tentation à laquelle une approche comme celle de Callon, Lascoumes et Barthe reste confrontée. S'il faut y résister, c'est parce que rien ne dit que la généralisation des expériences émergentes amènera l'État à transformer son rôle. Une voie à creuser serait de déterminer des conditions internes d'autorenforcement de ces expériences émergentes, tout en continuant à chercher à rendre l'État plus attentif au pouvoir des réseaux.

## IV. La vigilance collective : une attention aux possibles

42 Si, dans cet article, nous nous sommes intéressé à ces sociologues, c'est parce que nous avons interprété certaines de leurs réflexions comme une tentative de constituer une vigilance collective. Nous espérons avoir démontré l'injustice de la thèse selon laquelle ces auteurs ne parviendraient, au mieux, qu'à décrire les opérations critiques des acteurs ordinaires. Relever l'incomplétude de leurs propositions n'était pas pour nous une manière de les disqualifier mais bien de les prendre au sérieux. Nous leur restons, en effet, redevables du champ d'action collective qu'ils ouvrent. L'organisation d'une forme d' "attention aux possibles" ne constitue-t-elle pas un projet critique essentiel dans un contexte socio-économique voué au fatalisme, où des citoyens ne se satisfont plus de la manière dont experts et élus résolvent les controverses ?

43 Boltanski et Chiapello, en indiquant la voie d'une forme de vigilance de la critique, visent ainsi à renforcer la capacité collective d'anticipation de nouvelles souffrances. Un tel travail de vigilance préviendrait la critique d'une issue possible de l'évolution du monde. Cette proposition n'est pas sans soulever un certain nombre de questions. Qu'est-ce qui peut nous préserver de l'éventuelle partialité et ambiguïté des centres indépendants de vigilance ? La plus grande difficulté touche à la conception de la temporalité sur laquelle repose la sociologie de Boltanski et Chiapello. Le temps des cités est un temps cyclique. La même figure de l'ordre social qu'est cette dernière se reproduit sous des formes toujours différentes. L'histoire se répète, même si le bien commun autour duquel s'ordonne la cité change <sup>25</sup>. Pour Boltanski et Chiapello, être vigilant, c'est alors découvrir la nouvelle définition de la cité qui émerge dans le monde. Le schème de la cité règle le travail de vigilance en cherchant à reproduire, à travers la nouveauté, la figure de celle-ci <sup>26</sup>. Au vu des mutations du système économique globalisé qui risquent de faire imploser l'horizon de normalité que constitue la cité, un tel schématisme ne nous condamne-t-il pas à un déphasage plus grand encore que celui analysé par Boltanski et Chiapello ?

44 Les forums hybrides, quant à eux, ne constituent-ils pas des lieux où se développe une vigilance collective non bornée ? Plongés dans l'incertitude la plus radicale, les acteurs coopèrent afin de "découvrir" ce qu'ils vivent. Par "découverte", il ne faut pas entendre l'adaptation à une nouvelle réalité donnée qu'il faut déchiffrer. Ils créent leur identité tout autant qu'ils la découvrent ; il ne s'agit ni de tenter de s'adapter à une réalité tout faite, ni de viser une réalité utopique. Ils explorent des états possibles du monde dans lequel ils vivent.

45 Face à ce travail de vigilance, Callon, Lascoumes et Barthe "s'engagent". Ils s'insèrent dans des forums. Ils tentent de les généraliser et de leur donner une forme d'organisation. Les interventions qu'ils proposent pour ce faire nous ont laissé perplexe. Alors qu'ils préconisent une intervention publique pour organiser les réseaux, rien n'est dit sur ce qui rendra l'État plus attentif aux possibles que les forums explorent. La tentation est grande alors de croire que la prolifération des forums hybrides découlera du développement de nos sociétés, toujours davantage entremêlées, et que l'État n'aura qu'à s'adapter à l'activité des réseaux. Or ce n'est pas parce que l'incertitude est généralisée que l'attention aux possibles se généralise. Résister à une telle croyance exige que nous nous penchions sur ce qui peut nous mettre collectivement en capacité d'attention, et non que nous supposions que l'incertitude de notre vécu nous invite à une telle coopération.

## Bibliography

DOI are automatically added to references by Bilbo, OpenEdition's Bibliographic Annotation Tool.

Users of institutions which have subscribed to one of OpenEdition freemium programs can download references for which Bilbo found a DOI in standard formats using the buttons available on the right.

Format

APA

MLA

Chicago

The Bibliographic Export Service is accessible via institutions subscribing to one OpenEdition freemium programs.

If you wish your institution to become a subscriber to one OpenEdition freemium programs and thus benefit from our services, please write to: [access@openedition.org](mailto:access@openedition.org).

BECK U., 1998, "Le conflit des deux modernités et la question de la disparition des solidarités", *Lien social et politiques*, 39, pp. 15-25.

BECK U., 2001, *La société du risque. Sur la voie d'une autre modernité*, trad. L. Bernardi, Paris, Aubier.

Format

APA

MLA

Chicago

The Bibliographic Export Service is accessible via institutions subscribing to one OpenEdition freemium programs.

If you wish your institution to become a subscriber to one OpenEdition freemium programs and thus benefit from our services, please write to: [access@openedition.org](mailto:access@openedition.org).

BARTHE Y., LEMIEUX C., 2002, "Quelle critique après Bourdieu ? ", *Mouvements*, n° 24, pp. 33-38.

DOI : 10.3917/mouv.024.0033

Format

APA

MLA

Chicago

The Bibliographic Export Service is accessible via institutions subscribing to one OpenEdition freemium programs.

If you wish your institution to become a subscriber to one OpenEdition freemium programs and thus benefit from our services, please write to: [access@openedition.org](mailto:access@openedition.org).

BÉNATOUIL T., 1999, "Critique et pragmatique en sociologie. Quelques principes de lecture", *Annales HSS*, n° 2, pp. 281-317.

DOI : 10.3406/ahess.1999.279749

BERTEN A., 1993, "D'une sociologie de la justice à une sociologie du droit. À propos des travaux de L. Boltanski et L. Thévenot", *Recherches sociologiques*, vol. XXIV, 1-2, pp. 69-89.

BOLTANSKI L., 1993, *La souffrance à distance, Morale humanitaire, médias et politique*, Paris, Métailié. 2002, "Nécessité et justification", *Revue Économique*, vol. 53, pp. 275-289.

BOLTANSKI L., CHIAPELLO E., 1999, *Le nouvel esprit du capitalisme*, Paris, Gallimard.

BOLTANSKI L., THÉVENOT L., 1991, *De la justification. Les économies de la grandeur*, Paris, Gallimard.

CALLON M., 1999, "Ni intellectuel engagé, ni intellectuel dégage : la double stratégie de l'attachement et du détachement", *Sociologie du travail*, vol. 41, 1, pp. 65-78.

CALLON M., LASCOUMES P., BARTHE Y., 2001, *Agir dans un monde incertain. Essai sur la démocratie technique*, Paris, Seuil.

CALLON M., LASCOUMES P., BARTHE Y., 2003, "La démocratie dialogique casse-t-elle des briques ? ", *Cosmopolitiques*, n° 3, pp. 108-130.

CALLON M., RABEHARISOA V., 1999, *Le pouvoir des malades. L'Association française contre les myopathies et la Recherche*, Paris, Les Presses de l'École des Mines.

DEJOURS C., 1998, *Souffrance en France, La banalisation de l'injustice sociale*, Paris, Seuil.

DODIER N., 1991, "Agir dans plusieurs mondes", *Critique*, n° 529-530, pp. 427-451.

GÉLY R., 2004, "Les usages de l'identité sociale dans un monde connexionniste", *Les carnets du Centre de philosophie du droit*, n° 111.

GIDDENS A., BLAIR T., 2002, *La troisième voie, Le renouveau de la social-démocratie*, Paris, Seuil.

KARSENTI B., 2000, "Le capitalisme au présent. Une lecture du *Nouvel esprit du capitalisme* de L. Boltanski et E. Chiapello", *Multitudes*, n° 3, version électronique : [http://multitudes.samizdat.net/article.php3?id\\_article=243](http://multitudes.samizdat.net/article.php3?id_article=243).

LATOUR B., 1989, *La science en action*, Paris, La Découverte.

LENOBLE J., MAESSCHALCK M., 2003, *Toward a Theory of Governance, The Action of Norms*, The Hague/London/New York, Kluwer Law International.

## Notes

1 « L'idée d'une pragmatique du spectateur peut apparaître paradoxale puisque la question que doit affronter le spectateur est d'abord celle que lui pose son inaction. Mais la relation réflexive à l'inaction exige aussi une compétence dont la mise en œuvre dans des situations réelles ou dans des dispositifs expérimentaux peut faire l'objet d'une connaissance empirique » (BOLTANSKI L., 1993, p. 86).

2 Dans la première, l'émotion se transforme en indignation et conduit l'acteur à porter une accusation. Dans la deuxième, elle se transforme en attendrissement. Le spectateur se tourne vers la gratitude qu'un malheureux peut avoir pour un bienfaiteur. Dans la troisième, le spectateur « affronte la vérité et la regarde en face. Ce qu'il voit : l'horreur » (BOLTANSKI L., 1993, p. 169).

3 Dans *Le nouvel esprit du capitalisme*, Boltanski et Chiapello construisent une typologie des sources d'indignation qui alimentent la critique du capitalisme. Ces sources seraient restées à peu près les mêmes depuis deux siècles. Ils en distinguent quatre : le capitalisme comme source de « désenchantement » et d'« inauthenticité » ; le capitalisme comme source d'« oppression », en tant qu'il s'oppose à la liberté et à la créativité des êtres humains ; le capitalisme comme source de « misère » et d'« inégalités » ; le capitalisme comme source d'« opportunisme » et d'« égoïsme » (BOLTANSKI L./CHIAPELLO E., 1999, p. 83). Ces sources d'indignation ne sont évidemment pas toutes présentes dans chaque critique. Boltanski et Chiapello affirment même que la plupart des théories critiques privilégient certaines sources au détriment des autres. Selon eux, historiquement, deux tendances se sont dégagées. Une première, à laquelle ils donnent le nom de « critique artiste », met l'accent sur les deux premières sources d'indignation. Une seconde, dénommée « critique sociale », s'appuie sur les deux dernières sources.

4 « Le fait de rapprocher des données recueillies sur le terrain auprès de personnes ordinaires et des textes savants appartenant à la tradition culturelle [...] était supporté par une réflexion sur la place de la tradition dans notre société et, plus précisément, dans notre univers politique. On peut montrer, en effet, que les constructions de la philosophie politique sont aujourd'hui inscrites dans des institutions et des dispositifs (comme, par exemple, des bureaux de vote, des ateliers, des médias ou encore des concerts, des réunions de familles, etc.) qui informent continuellement les acteurs sur ce qu'ils ont à faire pour se conduire normalement » (BOLTANSKI L./CHIAPELLO E., 1999, pp. 674-675).

5 Pour une présentation de la théorie des cités de Boltanski et Thévenot, on verra, entre autres, BERTEN A. (1993), DODIER N. (1991) ou BÉNATOUÏL T. (1999). Une des différences majeures entre *De la justification* et *Le nouvel esprit du capitalisme*, est le passage de l'analyse d'un plan synchronique à un plan diachronique. Dans l'ouvrage de 1991, les cités étaient abordées dans leur coexistence simultanée. Dans celui de 1999, la perspective est diachronique. Boltanski et Chiapello ont tenté de construire un « modèle du changement normatif » (BOLTANSKI L., 2002, p. 286), capable de « rendre compte de l'apparition de nouveaux points d'appui normatifs » (*Op.cit.*, p. 285).

6 Dans *Souffrance en France*, Dejours montre comment, dans les années 1970, les enquêtes de psychopathologie du travail ont dû faire face aux résistances des organisations syndicales majoritaires. « Tout ce qui concernait la subjectivité, la souffrance subjective, la pathologie mentale, les traitements psychothérapeutiques, suscitait la méfiance [...] ces préoccupations sur la santé mentale étaient suspectes de nuire à la mobilisation collective et à la conscience de classe » (DEJOURS C., 1998, p. 43).

7 « Cela même si le mouvement conduisant à la formation d'une cité peut être compris, un peu dans la logique du cercle herméneutique, comme un moment d'un processus de réflexivité par l'intermédiaire duquel une certaine forme de vie acquiert un sens et un certain monde se dote d'une cohérence et d'un style » (BOLTANSKI L./CHIAPELLO E., 1999,

8 Les travaux de Boltanski et Chiapello révèlent un paradoxe de la critique du capitalisme : si l'on cherche à réguler l'activité capitaliste, celle-ci est cependant ce qui permet au monde de durer, car une société où tous les individus se comporteraient de façon opportuniste tendrait à s'effondrer (BOLTANSKI L./CHIAPELLO E., 1999, p. 468).

9 La critique sociale est en crise. Les dispositifs qui servaient au calcul du partage salaires-profits deviennent de moins en moins efficaces, ceci, entre autres, à cause de « l'éclatement des grandes entreprises intégrées en groupes de petites entreprises ayant recours à de nombreux services de sous-traitance » (BOLTANSKI L./CHIAPELLO E., 1999, p. 610). Les épreuves instituées sont également inadaptées pour évaluer les risques que de nouveaux produits financiers font peser sur l'économie (*Ibid.*). Quant à la critique artiste, elle a été "récupérée" par le nouvel esprit du capitalisme. La mise en avant de thèmes tels que la créativité ou le développement de soi ont eu pour effet de gagner une partie des protestataires aux nouvelles formes de l'activité capitaliste. Boltanski et Chiapello disent à propos de la politique de flexibilité menée en France dans les années 1980 par les socialistes : « C'est un fait que la politique de flexibilité ne fut pas seulement menée en désespoir de cause mais qu'elle trouva aussi de nombreux zéloteurs au sein même du pouvoir de gauche » (*Op.cit.*, p. 282).

10 Un exemple d'exclu des années 1980 : le chômeur de longue durée. En assimilant le chômeur à un exclu, on ne relie plus sa situation à celle d'un exploiteur, mais on assigne la cause de sa misère à des handicaps personnels — sociaux, intellectuels...

11 « En demeurant sur place, les petits y assurent la présence des grands, qui ne peuvent être partout en même temps, et entretiennent pour eux les liens qu'ils ont tissés » (BOLTANSKI L./CHIAPELLO E., 1999, p. 447).

12 Soulignons que, pour Boltanski et Chiapello, cette relance est à l'œuvre sur le plan de la critique sociale : « Des deux formes de critique qui se sont constituées au XIX<sup>e</sup> siècle — la *critique artiste* [...] et la *critique sociale* [...] —, c'est en effet cette dernière qui témoigne d'un renouveau, aussi hésitant et aussi modeste soit-il actuellement. Ce fait n'a d'ailleurs rien pour étonner si l'on se rappelle que, lors de la retombée, à partir du milieu des années 1970, de la vague de contestation de la fin des années 1960, le destin des deux critiques avait été très différent : tandis que des thèmes de la critique artiste étaient intégrés au discours du capitalisme, en sorte que cette critique pouvait sembler avoir reçu en partie satisfaction, la critique sociale se trouvait désarçonnée, privée de ses appuis idéologiques et renvoyée aux poubelles de l'histoire » (BOLTANSKI L./CHIAPELLO E., 1999, p. 424).

13 « Aux organisations rigides, dont la bureaucratisation risque de faire passer les intérêts de l'organisation avant celui des personnes qu'elle prétend défendre, ils opposent des formes souples, flexibles, faisant appel, à propos d'événements précis (définis comme autant de projets et souvent intentionnellement médiatisés, comme, par exemple, des occupations) à des personnes très inégalement investies et sous des rapports divers » (BOLTANSKI L./CHIAPELLO E., 1999 :434)

14 L'actuel mouvement d'"activation" de nos États sociaux s'inscrit dans ce phénomène d'individualisation des risques. Non pas que l'État social actif serait, à proprement parler, un État "néolibéral". Il continue à être un État interventionniste, non plus, bien entendu, comme l'était l'État-providence, mais comme un « investisseur social » selon les mots de Giddens (Giddens A./Blair T., 2002 :110), un « État 'habilitant' » qui « renforce la société civile et encourage les familles et les communautés à améliorer leur performance » selon les mots de Blair (*Op.cit.*, p. 247). Il faut cependant avoir conscience que, pour cet État, la responsabilité des risques sociaux incombe principalement à la situation de l'individu — manque de formation, d'efforts... — et non au système économique. L'État social actif combine donc un objectif de flexibilité au niveau micro — entre autres une politique de contrôle et d'activation des allocataires à travers la contractualisation de l'aide sociale — avec un objectif de stabilité au niveau macro. Le discours de l'"exploitation" n'a donc pas succédé au discours de l'"exclusion". S'est plutôt adjoint à ce dernier un discours de contrôle de l'"abus" de l'aide sociale.

15 L'expression « centre de calculs » est de Bruno Latour (LATOUR B., 1989).

16 On ne peut compter sur l'État pour s'assurer de la non-ambiguïté des centres de vigilance puisque l'État n'est pas une "méta-cité", mais s'implique dans l'institutionnalisation des cités. Or, pour être indépendant, un centre de vigilance se doit de n'être attaché à aucune cité particulière, car il risquerait de faire preuve de partialité dans la mise au jour des souffrances.

17 Nous aurions pu également aborder ici la sociologie de Bruno Latour. À nos yeux, certains de ses travaux peuvent se lire comme une tentative de penser une certaine forme de vigilance collective. Pour une discussion de l'approche de la gouvernance développée par Latour, on lira LENOBLE J./MAESSCHALCK M. (2003).

18 Callon, Lascoumes et Barthe insistent sur le fait que le collectif de recherche se donne à voir sous la forme d'un réseau d'humains et de non-humains (instruments...). Le collectif de recherche est un « système d'intelligence distribuée : ce que peuvent dire et écrire les êtres humains, ce qu'ils peuvent affirmer et objecter, ne saurait être dissocié de l'obscur travail des instruments et des corps disciplinés » (CALLON M./LASCOUMES P./BARTHE Y., 2001, p. 86).

19 « Chacun de nous, dans la plus banale de ses actions quotidiennes, passe ainsi par les laboratoires construits et disséminés, par des collectifs de recherche qui ont su maîtriser avec *maestria* traduction 1, traduction 2, puis traduction 3 » (CALLON M./LASCOUMES P./BARTHE Y., 2001, p. 101).

20 « À trop vouloir considérer que n'importe quel corps malade est équivalent à n'importe quel autre corps malade, on finit par s'empêcher de saisir des différences d'efficacité et on interdit à certains groupes de bénéficier des éventuelles chances de guérison ou de rémission promises à ceux qui sont choisis pour les essais » (CALLON M./LASCOUMES P./BARTHE Y., 2001, p. 124).

21 Pour un développement de la question des identités sociales dans un monde connexionniste, cf. GÉLY R., 2004.

22 Pour une définition de l'opportuniste de réseau, on lira L. BOLTANSKI L./CHIAPELLO E., 1999, pp. 437-444.

23 Ils utilisent le terme « dialogique » en opposition à celui de « délégative ».

24 « Partout, sur tous les fronts, apparaissent des minorités concernées qui demandent la parole et qui exigent d'être impliquées dans le travail d'investigation » (CALLON M./LASCOUMES P./BARTHE Y., 2001, p. 352).

25 Dans une longue note, les deux sociologues s'expliquent sur ce qu'ils considèrent comme la double temporalité des cités. Une première temporalité, longue, est celle de l'axiomatique du modèle de la cité. Selon eux, rien « ne permet de dire que nous ne soyons pas toujours plongés dans cette temporalité longue » (BOLTANSKI L./CHIAPELLO E., 1999, p. 777). La deuxième, courte, est celle des termes dans lesquels le modèle de la cité s'incarne dans le monde. Nos sociétés évolueraient, produisant de nouvelles définitions de la cité, tout en reproduisant la même architecture sociale.

26 Ainsi, ils n'interprètent l'émergence de nouveaux mouvements en réseau que comme une première avancée possible dans le travail de formation de la cité par projets. Autrement dit, le schème de la cité sélectionne les signes du travail de formation d'une cité au détriment d'autres signes, qui pourraient indiquer l'apprentissage d'un nouveau type d'action collective faisant référence à une forme de légitimité différente de celle des cités.

## References

### *Electronic reference*

Alain Loute, « L'organisation de la vigilance collective comme forme d'engagement du sociologue », *Recherches sociologiques et anthropologiques* [Online], 37-1 | 2006, Online since 08 February 2011, connection on 12 November 2014. URL : <http://rsa.revues.org/608>

## Author

Alain Loute

UCL, Centre de Philosophie du Droit, 2 Place Montesquieu, B 1348 Louvain-la-Neuve. Les recherches d'Alain Loute s'inscrivent dans le cadre d'un programme de recherche fédéral belge PAI (V/23), financé par les SSTC (accessible à l'adresse [www.cpd.ucl.ac.be/iap5/](http://www.cpd.ucl.ac.be/iap5/)).

## Copyright

© Recherches sociologiques et anthropologiques